LA MARCHE DU 1ER DECEMBRE ET SES DEBOUCHES

Écrit par Front de Gauche Mardi, 03 Décembre 2013 08:45

Le Front de Gauche se réjouit du succès de la marche du 1er décembre. Cette marche constitue la plus importante mobilisation politique de la gauche politico-sociale depuis des mois. Dans un moment où la désorientation est grande et où les syndicats patronaux, la droite et l'extrême droite tentent de dévoyer la légitime colère populaire suscitée par la politique d'austérité du gouvernement, il s'agit d'une très bonne nouvelle. Le Front de Gauche confirme ainsi sa capacité d'initiative de masse et d'élargissement comme en témoigne la présence d'autres organisations politiques, de plusieurs structures syndicales et de nombreuses personnalités.

Le Front de Gauche entend continuer à œuvrer sur les mots d'ordre de sa marche "pour la Révolution fiscale, la taxation du capital, l'annulation de la hausse de la TVA".

Le plus urgent est de mobiliser encore plus massivement contre la hausse de la TVA prévue le 1et janvier. Il faut la mettre en échec. Cette hausse, matériellement insupportable pour un grand nombre de nos concitoyens, symbolise en outre une fiscalité injuste visant à faire payer aux ménages les cadeaux au patronat. C'est pourquoi le Front de Gauche est favorable à la tenue rapide d'une réunion unitaire de l'ensemble des organisations de gauche, des syndicats, des associations concernées par la question pour examiner le cadre et les formes de mobilisation contre cette hausse.

Dans le même temps, Jean-Marc Ayrault a annoncé une remise à plat de la fiscalité. Chiche... Nous avons déjà, dans l'Humain d'abord, des propositions qui placent la justice fiscale, la redistribution des richesses et la taxation du capital au coeur de notre projet. Mais nous voulons aller plus loin en travaillant à des Etats Généraux. Leur but sera d'élaborer et de porter de la façon la plus massive possible une réforme fiscale opposée aux canons du libéralisme, auxquels obéit le gouvernement, qui privilégient la "compétitivité et la baisse des dépenses publiques" au détriment de l'intérêt général et de l'égalité.